

## Après les massacres à Gaza, quels espoirs sur un champ de ruines ?<sup>1</sup>

***Une trêve durable dans la bande de Gaza est-elle concevable ? Dans quelles conditions ? Les canons se sont tus, mais la paix dans la région reste un rêve. L'urgence est humanitaire. Mais elle est tout autant de construire de mettre fin à un conflit de 60 ans en se basant sur le respect du droit international. Une perspective que l'agression israélienne n'a fait que rendre plus fragile encore. Toutefois, la diplomatie tente de reprendre ses droits.***

Il paraît que le premier ministre Ehud Olmert a pleuré en voyant à la télévision la douleur d'un habitant de Gaza qui venait de perdre trois de ses enfants dans un bombardement israélien. Et il a fait ce « drôle » d'aveu : « *Quand vous gagnez (une bataille), il est clair que vous avez fait plus de mal que vous en avez subi. Et nous ne voulions pas perdre cette campagne. Que vouliez-vous ? Que des centaines de nos soldats meurent ?* » Et le ministre de la défense Ehud Barak a mis les points sur les « i » : c'est le gouvernement, « *qui porte la responsabilité d'avoir envoyé des soldats au combat.* » Au combat ? Exécutions sommaires, tirs contre des civils, massacres de masses, pillages, humiliations. L'armée israélienne est en accusation. Pour la première fois, les autorités israéliennes semblent s'inquiéter des suites possibles devant la justice internationale.

Olmert a donc promis aux officiers et soldats envoyés à Gaza l'assistance juridique de l'Etat d'Israël face aux accusations de crimes de guerre lors de l'offensive militaire contre le Hamas. Mais si poursuites il y a, n'est-ce pas d'abord les responsables politiques qui assument sans ambages la mort de 1300 Gazaouis qu'il faudrait juger ? L'armée israélienne « *est une armée morale et éthique, et je ne connais aucune autre armée appliquant de tels standards* », a osé proférer Ehud Barak. La ministre des Affaires étrangères et candidate au poste de Premier ministre, Tzipi Livni s'est dite « *en paix* ». Elle a néanmoins prévenu : « *Au vu des pertes civiles, il va falloir en gérer les conséquences à la fois chez nous et face au monde.* » Et justifier « *l'usage illégal, sans discernement et répété* » de munitions au phosphore blanc (Amnesty International), le bombardement d'écoles ou d'hôpitaux bondés de réfugiés civils ?

### « Malheur aux vainqueurs »

Avec le double mais fragile cesser le feu décidé par Israël et le Hamas, Gaza a quitté vite fait la « une » des journaux. Plus de sang, plus d'images ? Les deux camps ont crié victoire.

« L'opération Plomb durci a atteint ses objectifs et même au-delà », a assuré le premier ministre israélien, Ehud Olmert. Mais n'en déplaît à celui qui a affirmé que « *la force du Hamas allait décroître* », les trois semaines de guerre ont accru des islamistes au sein de la population palestinienne. « *Israël, qui voulait être une lumière pour les nations, est aujourd'hui fière d'avoir adopté l'échelle de valeurs de Vladimir Poutine. Si c'est cela la victoire, malheur aux vainqueurs* », a tranché le quotidien Maariv.

Au bout du compte, la route vers la paix est plus incertaine que jamais. « Il faut être deux pour cesser le feu », a justement noté le journaliste palestinien Daoud Kuttab dans les colonnes du *Jerusalem Post*. « *Sans partenaire arabe, sans contrôle neutre et sans un solide processus politique, la trêve ne tiendra pas longtemps* ». Le problème, a redit Alex Sinclair dans *Haaretz*, c'est qu'« *Israël sait manier le bâton mais pas la carotte. Il faut donner de l'espoir aux Palestiniens.* »

De l'espoir. Au moment de l'invasion, Salah Abdel-Jawad, professeur d'histoire à l'université de Bir Zeït, notait qu'il « *ne s'agit pas simplement de détruire tel ou tel mouvement politique. Sinon pourquoi bombarder les ministères, l'Université islamique et l'Ecole américaine de Gaza ?* » Mais d'abattre « *non seulement l'entité politique palestinienne mais aussi et surtout la société.* » Avec peut-être la « *volonté de renforcer le Hamas, à développer une situation où non seulement la bande de Gaza mais aussi la Cisjordanie seraient sous sa domination.* » Et de perpétuer ainsi une stratégie d'affrontement où il n'y a plus, ni d'un côté, ni de l'autre, de place pour la négociation. Quoi qu'il en soit, concluait-il, « *Israël est prisonnier de son paradigme militaire.* Il

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 353 du *Journal du mardi*, 3 février 2009.

*considère les Arabes comme des indigènes qui ne comprennent que le langage de la force.» Et donc culturellement inaptes à la diplomatie.*

Les dirigeants hébreux n'ont eu de cesse, au fil du temps, de tenter de faire croire au monde qu'ils n'ont pas en Palestine d'interlocuteur valable. Ainsi, Arafat, qui avait reconnu de fait l'Etat israélien, a-t-il été diabolisé. Son successeur, le très pragmatique Mahmoud Abbas, a dû se contenter de vaines paroles. Poussant jusqu'à l'absurde un dialogue sans perspective avec les dirigeants de Tel-Aviv, au risque de passer pour un faible ou pire, aux yeux de certains, pour un collaborateur. Abbas s'est ainsi trouvé de plus en plus décrédibilisé aux yeux des Palestiniens et avec lui, une Autorité palestinienne rongée par l'incurie et la corruption. Très naturellement, le Hamas a fait son miel de cette situation, à la fois mouvement social et politique capable de quadriller la société et personification de la résistance à l'occupant. Un occupant – la situation actuelle le montre une fois de plus - pour qui la seule posture possible est celle de l'unilatéralisme et du fait accompli.

### **Avec les compliments de l'Occident**

Personne n'ignore cela. Et certainement pas les dirigeants occidentaux. Au moment d'ordonner l'invasion, le Premier ministre israélien Ehud Olmert s'est reconnu « *encouragé* » par ses conversations avec le président américain George W. Bush. Celui-ci avait déclaré que l'action de l'armée israélienne relevait du « *droit d'Israël à se défendre contre le Hamas* ». Le porte-parole du gouvernement israélien, Avi Pazner, a pu assurer que son gouvernement bénéficiait d'une « *grande compréhension* » internationale. De la part, notamment, d'une Europe divisée et impuissante à peser sur le cours des événements. Voire complice lorsque, comme le 3 décembre dernier, le Conseil européen entérinait le principe d'un « *rehaussement* » des relations entre l'Union européenne et Israël, malgré le refus du Parlement européen d'émettre l'« *avis conforme* » – auquel la décision du Conseil est soumise en la matière – tant qu'Israël n'aura pas donné des signes tangibles de sa volonté de relancer le processus de paix. Le Rapporteur spécial pour l'ONU des Droits de l'Homme dans les territoires occupés, Richard Falk, expulsé aussitôt d'Israël, avait pourtant assimilé la situation à Gaza à « *une punition collective équivalant à un crime contre l'humanité* ».

Mais on ne peut pas non plus passer sous silence le rôle des pays arabes. « *Je peux vous dire qu'en sous-main, Israël a reçu des encouragements explicites de certains États arabes, de l'Arabie saoudite à l'Égypte en passant par la Jordanie, qui nous ont dit : 'allez-y, mais vous n'avez pas droit à l'erreur'* » affirmait récemment l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi lors d'une interview dans l'Humanité. « *L'Égypte voudrait voir le Hamas disparaître dès demain ! Mais bien sûr, Israël ne peut pas détruire le Hamas. Il peut en revanche lui faire payer un tel prix qu'il réfléchisse à deux fois avant de se lancer dans une telle aventure. C'est le pari qui a été fait. Mais c'est un pari. On n'est pas sûr de le gagner, et si on le perd tout le problème sera : comment en sortir ?* »

Dans le même article, Bichara Khader, professeur en sciences politiques à l'UCL, s'inquiétait : « *il est clair que si rien ne bouge sur le front diplomatique dans les prochains mois, je n'exclus pas l'émergence de mouvements plus radicaux encore que le Hamas, en Palestine et hors de Palestine. Ce qui s'est passé à Gaza renforce la position iranienne, ternit l'image des régimes arabes dits modérés et réjouit un certain Ben Laden qui, s'il vit toujours, doit rire sous cape.* »

### **Le fond de la question**

Il faut sortir des sornettes serinées pour amadouer les opinions publiques. Israël a justifié les massacres par les tirs de roquettes qui auraient finalement mis fin au cessez-le-feu le 19 décembre. Comme un seul homme, les ministres israéliens ont répété à l'envi qu'ils n'avaient pas le choix. Mais la violence même de la démonstration de force qu'ils ont ordonnée a réduit leur argument à néant. Certes, les tirs de Kassav, condamnables et gratuits, ne résolvent rien. Mais le quotidien israélien *Haaretz* l'a rappelé fin décembre, le ministre de la Défense Ehud Barak avait ordonné à Tsahal de se préparer six mois auparavant, au moment où le gouvernement israélien avait entamé avec le Hamas des négociations pour un cessez-le-feu. Au vu du moment choisi, à quelques semaines des élections du 10 février, on a pu estimer que les partis gouvernementaux ont tenté de se faire des voix au prix du sang palestinien.

Quoi que pèse ce sinistre argument, il ne doit pas cacher l'essentiel. D'abord, que Gaza n'a jamais été libérée. Depuis son « retrait » (en fait la fermeture des colonies, la bande de Gaza étant déjà zone autonome en vertu des accords d'Oslo), la situation dans ce territoire n'a cessé d'aller en empirant, une situation qui a facilité encore la montée en puissance du Hamas. Véritable prison à ciel ouvert cadenassée de tous côtés, il a été décrété « *territoire hostile* », en septembre 2007, après le coup de force du Hamas qui a affirmé vouloir prévenir un putsch ourdi de façon conjointe par les Etats-Unis et certains courants internes du Fatah. Mais c'est la population qui a payé le prix fort, manquant de nourriture, de médicaments, de carburants, d'électricité. Toute une population est affamée par 18 mois de blocus. Avant l'agression, une étude démontrait que 46 % des enfants souffraient d'anémie aiguë. Pour le coordinateur humanitaire de l'ONU pour les territoires, Max Gaylard, les hôpitaux et les cliniques étaient déjà débordés. La plupart des maisons ne disposaient plus d'eau courante qu'une heure ou deux tous les cinq jours. Selon les agences de l'ONU, les eaux usées stagnaient dans les rues, les médecins craignent d'opérer faute d'être sûrs de disposer d'anesthésique ou d'électricité. 80 % de la population dépendait déjà des dons de nourriture.

### « Notre jouissance »

Et il est bon de rappeler encore pourquoi Israël s'est « délogé » unilatéralement de Gaza. A l'époque, en 2004, un proche collaborateur d'Ariel Sharon avouait que « *ce qui est fait vise à empêcher la création d'un Etat palestinien. Le désengagement est la bonne dose de formol pour qu'il n'y ait pas de négociations.* »

Tout cela donne plus de sens encore à ce commentaire formidablement lucide du Haaretz : « *Le temps du bon sens et du jugement est passé depuis bien longtemps, dès avant les assassinats ciblés visant les militants du Fatah en Cisjordanie, soupçonnés, fin 2000, d'avoir ouvert le feu sur des soldats. Et nous avons alors eu droit à des milliers d'autres jeunes gens désireux de s'armer, ainsi qu'aux attentats-suicides* » ... « *C'est le moment de parler de notre jouissance. Jouissance de voir à nouveau les chars lever et baisser leurs canons. Jouissance de voir nos dirigeants agiter les doigts pour une mise en garde de l'ennemi. C'est comme ça que nous les aimons. Quand ils mobilisent des réservistes, envoient des pilotes bombarder l'ennemi et qu'ils manifestent une unité nationale : de Marzel à Livni, de Netanyahou à Barak et Lieberman. Le but d'Israël : enterrer le processus de paix et la création d'un véritable État palestinien. Avec la complicité de Washington, Paris et Bruxelles.* »

Il y a bel et bien un agenda politique lié à l'invasion de Gaza : creuser encore plus le fossé entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, entre le Hamas et l'OLP. Et ruiner toute perspective de négociation pour perpétuer l'annexion des territoires occupés. « *Il est très clair qu'il existe un scénario de séparation entre la Cisjordanie et Gaza (...)* » a déclaré le chef de la diplomatie palestinienne, Riyad al-Maliki, en appelant une fois de plus « *à l'établissement d'un dialogue entre les factions palestiniennes (...) pour réunir les deux territoires, la Cisjordanie et Gaza* » et contrecarrer les plans israéliens.

### Comment en sortir

On connaît les conditions à remplir pour sortir enfin du drame. Et d'abord en revenir au droit. Cité par Alain Gresh sur le site du *Monde diplomatique*, le blog « Actualités du droit », notait le 30 décembre qu'Israël viole le droit humanitaire et commet des crimes de guerre. « *Et il y a récurrence. La convention de 1949 sanctionne également à l'article 49 la construction de colonies dans des terres occupées, et à l'article 53 la destruction de propriétés en l'absence d'impératifs militaires. L'installation des colonies et l'édification du mur en territoire palestinien sont ainsi contraires à la convention, comme la Cour internationale de Justice l'a affirmé dans un avis du 9 juillet 2004. Et le massacre de Sabra et Chatila en septembre 1982 — pour ne citer que lui — n'a encore jamais été jugé* » ...

« *L'armée d'Israël est forte, mais elle viole le droit international. Auteur de crimes de guerre, le gouvernement d'Israël s'enfoncé dans la violence sans être capable d'offrir la moindre solution diplomatique.* » Il faut donc le répéter encore et toujours, c'est avant tout le refus d'Israël d'appliquer les résolutions de l'ONU, la poursuite sans relâche de la colonisation, la construction du mur d'annexion qui a mené le Proche-Orient dans l'impasse.

Soudain inquiets devant l'énormité du drame – « *Un massacre de masse, une sorte de génocide* » a affirmé le poète Jonathan Geffen, le neveu du général Moshe Dayan, le héros israélien de la « guerre des six jours » - les

dirigeants occidentaux ont bien dû exprimer leurs « soucis » et aiguïser leurs critiques. Tout en restant essentiellement à la dimension humanitaire et en ressassant leurs éternels vœux pieux. Si les leaders du monde devaient en rester là, sourds aux protestations populaires qui s'expriment aux quatre coins du monde, c'est l'humanité tout entière qui aurait une fois de plus perdu la face et les peuples de la région une dernière chance de vivre enfin en paix.

### Tous perdants

Le déluge de feu sur Gaza a révolté nos consciences et, au Proche-Orient, n'a fait que des perdants. Y compris les citoyens israéliens, conditionnés dans la peur ou l'indifférence par la propagande d'Etat et le consensus qui lie les partis politiques, largement privés d'informations sur le drame qui se déroule à leur porte, et qui ignorent que c'est un raid meurtrier de l'aviation israélienne, le 4 novembre, qui a relancé la machine infernale, encourageant ainsi les maximalistes du Hamas à commettre l'irréparable : la rupture de la trêve le 18 décembre. Une manière cynique d'adresser une fin de non-recevoir aux gestes de bonne volonté consentis par certains responsables du Hamas ces deux dernières années – comme la proposition d'une trêve de très longue durée et un Etat palestinien dans les frontières de 1967, ce qui équivaut à une reconnaissance de fait de l'Etat d'Israël.

Il faudra pourtant bien – quoi que l'on pense des responsabilités du Hamas dans l'évolution du conflit - parler avec le mouvement islamiste, comme avec l'ensemble des partis palestiniens, ne fut-ce que parce qu'il a été porté au pouvoir au terme d'élections voulues par la dite « communauté internationale ». On connaît les exigences du Hamas : la fin du blocus et la reprise des négociations entre Israël et la Palestine. Parallèlement, il est urgent, comme l'a écrit Marwan Barghouti, secrétaire général du Fatah, du fond de sa prison israélienne, que les factions palestiniennes avancent vers « *une rapide fin de la division actuelle et (réalisent) l'unité nationale. Il faut engager un dialogue national sur la base du document de réconciliation, des principes nationaux et du choix démocratique. Il faut parvenir à un partenariat national au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité palestinienne dans la lutte contre l'occupation.* »

### En attendant Obama

Dans la foulée, il s'agirait que les autorités israéliennes cessent de traiter par le mépris l'initiative de la Ligue arabe de 2002, réitérée en 2007, qui propose une paix globale entre tous les Etats de la région contre le retrait des territoires occupés depuis juin 1967 et la prise en compte des revendications palestiniennes (Jérusalem-Est, la question des réfugiés). Les seuls qui peuvent exercer une pression efficace sur le gouvernement israélien sont ceux qui entretiennent de fortes relations commerciales avec lui, l'Union européenne, ou qui arment l'Etat hébreu, les États-Unis. L'UE aura-t-elle le courage de suspendre son accord d'association avec Israël, qui est soumis au respect des droits de l'homme, et de revenir sur le principe du « rehaussement » des relations avec l'Etat hébreu ? Prendra-t-elle langue avec le Hamas ? Officiellement, l'ouverture d'un dialogue avec le mouvement islamiste, placé sur la liste européenne des organisations terroristes, reste une question taboue au sein de l'UE. Mais celle-ci semble de plus en plus divisée sur la question. Les Vingt-Sept ont lancé fin janvier, un appel à la formation d'un gouvernement palestinien "de consensus", qui aurait le soutien à la fois du Fatah et du Hamas, et pourrait servir d'interlocuteur à l'UE, à l'Egypte et à Israël.

Le président Barack Obama rompra-t-il avec la politique de Bush ? Ne place-t-on pas des espoirs exagérés dans sa présidence d'Obama ? Celui-ci a promis de s'impliquer : « *La politique de mon administration cherchera, de manière active et avec vigueur, une paix durable entre Israël et Palestiniens, tout comme entre Israël et ses voisins arabes (...) et c'est pour cette raison que je soutiendrai un engagement actif dans la mise en place de deux Etats vivant côte à côte en paix et en sécurité (...). J'ajouterais que l'Initiative de paix arabe contient des éléments constructifs.* »

Pour l'heure, la perspective de la création d'un Etat palestinien reste lointaine. Dans la région, les théâtres de conflits sont multiples : Liban, Afghanistan, Palestine. L'Iran, peut-être, demain. En Irak, rien n'est politiquement réglé et la violence n'est pas éteinte. Et dans le monde, on voit ici et là, certes largement minoritaires, poindre des relents d'antisémitisme. Il est urgent, vital, d'arrêter les apprentis-sorciers.

### Joe le plombier, reporter de guerre

« Joe le plombier ». C'est le surnom de cet habitant de l'Ohio qui durant la campagne électorale américaine avait roulé pour McCain. Il est apparu qu'il ne s'appelait pas Joe et n'était pas plombier. Durant l'attaque contre Gaza, Samuel Joseph Wurzelbacher, c'est son vrai nom, s'est envolé pour Israël afin de « voir ce que les " Joe " du coin, les gens comme moi, ont à raconter, ce qu'ils pensent, ce qu'ils ressentent ». A Sdérot, il a donné une leçon aux journalistes: « Vous devriez avoir honte, vous trouvez normal votre façon de couvrir le conflit et de donner des informations à vos ennemis ? Vous me dégoûtez, vous devriez plutôt vous comporter en patriotes et protéger vos maisons, vos enfants, votre famille. » Un charmant garçon.

### Trafiquants d'armes

Selon une étude publiée par le Groupe de recherche et d'information sur la paix (GRIP-Belgique), la politique « positive » de l'Europe envers Israël s'accompagne d'exportations de matériel de défense vers ce pays. Israël, a occupé, entre 2003 et 2007, la 6e place des principaux pays importateurs d'armements conventionnels au monde et, en 2006, à la 5e place des pays exportateurs. Sur la masse des exportations d'armements conventionnels qui déferlent annuellement vers Israël, les États membres de l'UE, dont la Belgique, sont une source d'approvisionnement secondaire par rapport aux États-Unis. Mais y exporter du matériel de guerre ne manque pas de poser des problèmes éthiques et juridiques de taille, qui entrent en contradiction avec le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements.

L'association pacifiste flamande Vrede a noté pour sa part que la politique belge excelle souvent dans ses déclarations, mais pas dans ses actes. En 2008, l'aéroport de Bierseet serait devenu une plaque tournante du trafic d'armes en provenance et à destination d'Israël.

D'autre part, l'exportation d'armes belges vers l'Israël aurait fortement augmenté depuis 2004. En 2005 et en 2007, Sabca a décroché un contrat de modernisation pour la force aérienne israélienne. En 2007, la région wallonne a également accordé des permis d'exportation d'armes pour l'Israël : 210.000 euros de matériel pyrotechnique pour les munitions (probablement PB Clermont) et 270.000 euros pour des pièces de voitures blindées. Il est également vraisemblable qu'une livraison de pièces d'avions en provenance de Sonaca ait été autorisée. Il y aurait en définitive encore quelques permis pour des pièces de renforcement d'appareillage en région bruxelloise et wallonne, avec vraisemblablement comme fournisseur BATS d'Angleur.

La loi sur les armes affirme qu'un permis d'exportation ou un permis de transit est refusé lorsqu'il existe suffisamment d'indications à l'égard d'un pays destinataire donné. Par exemple ce matériel contribuera à une violation flagrante des droits de l'homme ou prolonge des conflits armés. A la mi-janvier, le groupe parlementaire Ecolo-Groen a déposé une motion demandant notamment au gouvernement de revoir ses relations de coopération avec Israël et en particulier de cesser toute exportation d'armes et de suspendre l'accord de rehaussement récemment voté au Conseil européen. La majorité (VLD-CDV-PS-MR-CDH) n'a pas suivi.